

États d'âme

PAR FRANCIS VAN DE WOESTYNE

Philippe Maystadt

Bio express

1948. Naissance à Petit-Rechain (Verviers). Après des humanités à Charleroi, des candidatures en philosophie et lettres à Namur, il obtient un doctorat en droit à Louvain puis effectue un master aux États-Unis.

1977. Élu à la Chambre. En 1980, il est ministre de la Fonction publique puis du Budget et ensuite des Affaires économiques. En 1986, il est nommé vice-Premier ministre.

1988. Ministre des Finances. Un poste qu'il conservera dix ans avant d'occuper brièvement la présidence du PSC.

2000-2011. Président de la Banque européenne d'investissement (BEI). Il vient de publier "Des lieux et des moments, comment on décide en politique", éd. Avant-propos.

Une intelligence et une bienveillance

Avec une implacable lucidité, un courage exemplaire, une belle sérénité, Philippe Maystadt fait face depuis plusieurs mois à une maladie respiratoire incurable. Il sait son temps compté. Il conserve toutefois une remarquable vivacité d'esprit.

Au cours de sa longue carrière politique, il a souvent été sollicité par ses pairs et par les journalistes : sa pédagogie est légendaire. En quelques phrases, il peut vous faire comprendre une notion économique complexe, un enjeu inextricable. Il peut vous expliquer ce qu'est un budget, un solde primaire, comment fonctionne l'Entité 1, etc. J'en ai bénéficié.

Tout jeune journaliste, débarqué de ma province à la rédaction politique de "La Libre", mon chef de service, Guy Dalozze, m'avait dit : "Tu prendras en charge le budget et les partis flamands." Mon nom et mes quelques connaissances en néerlandais me prédestinaient à suivre la Flandre dans une rédaction où nous n'étions pas nombreux à manier la langue de Vondel. Quant au budget... je n'y comprenais rien. Rien. Un jour, au retour d'une conférence de presse, j'avais titré en Une de "La Libre" : "Le déficit budgétaire sera de 500 millions de francs." Petite erreur : c'était 500 milliards! Le lendemain, à la revue de presse, le journaliste s'en donna à cœur joie : "La Libre" avait donc trouvé l'astuce pour réduire le déficit de 499,5 milliards. De multiples rencontres avec Philippe Maystadt, ministre du Budget, et son porte-parole Léon Vivier, m'aident à comprendre, un peu, ce qu'était un budget.

Lui parler, c'est apprendre

Philippe Maystadt a conservé très longtemps sa tête de jeune premier, son physique de gendre idéal, sa dégaine de vrai gentil. Dans une négociation, il pouvait toutefois se montrer impitoyable. Car il avait cette force que ses collègues n'avaient pas toujours : une connaissance parfaite des dossiers. Des siens et ceux des autres. Après le Budget, il passa aux Finances et s'adapta sans problème à un monde assez rigide. Les réformes dans la gestion de la dette provoquèrent des grincements dans les conseils d'administrations bancaires où il ne se fit pas que des amis.

Discret, parfois secret, il a toujours été très populaire dans sa région de Charleroi même sans y exercer de mandat local. C'est grâce ou à cause de cette popularité que son parti, le PSC, le força à devenir président. Il accepta contraint et forcé. Ce n'était pas sa tasse de thé. En revanche, on le vit prendre avec bonheur, hauteur, la tête de la Banque européenne d'investissement, un mandat, fait inédit, qu'il conserva pendant 11 ans. De retour en terres belges, il s'intéressa à ses passions : l'enseignement, le développement durable.

Lui parler, c'est apprendre. L'écouter, c'est comprendre. Il y a toujours dans ses yeux, une étincelle, une envie d'expliquer, une bienveillance si rare en politique. C'est en vain que l'on cherche les Maystadt d'aujourd'hui et de demain : des hommes d'Etat qui restent proches des citoyens.

"L'immédiateté à laquelle poussent les réseaux sociaux est effrayante"

Du côté de chez Proust

Quelle est votre vertu préférée ?

La générosité. C'est la vertu si bien célébrée par Brassens dans sa "Chanson pour l'Auvergnat".

La qualité que vous préférez chez un homme ?

La constance dans l'amitié.

Chez une femme ? La capacité de passer, en un instant, de la légèreté à la gravité et vice versa.

Votre principal défaut ?

La prudence.

Votre principale qualité ?

La prudence. Elle m'a permis d'éviter bien des bêtises. Mais la prudence m'a parfois empêché d'aller jusqu'au bout du chemin.

Votre rêve de bonheur ? Voir mes petits-enfants grandir en âge et en sagesse, en santé et en culture.

Votre auteur préféré ?

Albert Camus.

Votre compositeur préféré ?

Mozart, surtout dans les concertos pour piano.

Qu'est-ce que vous détestez par-dessus tout ?

La torture, sous toutes ses formes. C'est ce qu'il y a de plus avilissant, aussi, bien pour les tortionnaires que pour le torturé.

Votre moment préféré dans la vie ?

Contempler la beauté naturelle ou artistique.

Quel don auriez-vous aimé avoir ?

Un don artistique : peinture ou musique.

Comment aimeriez-vous mourir ?

Sereinement.

Quelle est la faute, chez les autres, qui vous inspire le plus d'indulgence ?

La faute commise par un de mes petits-enfants.

Avez-vous une devise ?

Une expression carolo : "ça va d'aller", une note d'optimisme que ma femme me glisse à l'oreille quand la maladie me perturbe un peu trop.

Quand êtes-vous né, dans quelle famille avez-vous grandi ?

Je suis né à Verviers, en 1948. Mon père était ingénieur industriel et, suite à ses changements professionnels, nous avons déménagé à Couvin

puis à Farciennes : c'est là que j'ai passé mon enfance et mon adolescence.

La légende affirme que Melchior Wathelet père, et vous, êtes nés dans des maisons voisines...

C'est la stricte vérité. Les deux maisons, jumelles, étaient la propriété des parents de Melchior. Mes parents étaient locataires des propriétaires Wathelet, ce qui correspond assez bien aux tendances que chacun a manifestées par la suite...

Comment s'est déroulée votre scolarité ?

Les primaires à Farciennes, les humanités à Charleroi, le droit et l'économie à Namur puis à Leuven, l'administration publique à Los Angeles. En sciences économiques, j'ai réussi les examens mais je n'ai pas eu le temps de faire le mémoire. Car j'ai directement été engagé comme assistant à la faculté de droit. J'avais énormément de travail, mes professeurs – MM. de Visscher et Cambier – étaient excellents mais très exigeants.

Vous auriez pu poursuivre une carrière académique. Pourquoi avoir choisi la politique ?

Par hasard. C'est grâce à Jean-Jacques Viseur: nous nous étions connus en candidature à Namur. Il était entré au cabinet d'Alfred Califice, ministre de l'Emploi. Califice est devenu en outre le Premier ministre des Affaires wallonnes lors de la "régionalisation préparatoire". Je rentrais à ce moment à l'UCL après mon master aux Etats-Unis. Jean-Jacques a suggéré mon nom. Lors d'une première réunion du cabinet, le ministre a demandé qui pouvait prendre en charge le budget des Affaires wallonnes: cela n'existait pas. Personne ne s'est proposé. Timidement, j'ai levé la main, en rougissant. C'était un défi: on parlait de rien. Cela m'a donné l'occasion de voir souvent le ministre.

Le PSC était-il le parti de votre cœur ?

J'étais critique à l'égard du PSC que je ne trouvais pas assez wallon. Alfred Califice m'a dit: au lieu de critiquer de l'extérieur, viens le dire à l'intérieur. Il s'est arrangé pour que, lors d'un congrès, je puisse monter à la tribune. Votre journal a écrit que j'avais confondu avec la tribune du Mouvement populaire wallon. C'est comme cela que tout a démarré.

A refaire ?

Je n'ai jamais regretté mon choix. Mais j'ai eu beaucoup de chance. Je suis toujours resté dans le même domaine: j'ai été ministre de la Politique scientifique – un de mes meilleurs souvenirs – puis du Budget, des Affaires économiques et, enfin, des Finances. C'est cohérent et je le dois à Gérard Deprez.

Vous citez, dans votre dernier livre, une phrase très juste d'Alain Touraine : "Nous avons trop cru à la politique et à présent, nous n'y croyons plus assez" ...

C'est plus difficile aujourd'hui. Je suis plein d'indulgence pour les gouvernants actuels. A cause d'une série d'évolutions. Il y a cette immédiateté à laquelle poussent les réseaux sociaux. C'est effrayant. Il faut réagir dans l'heure sur des questions complexes, en 140 signes. Je leur dis, dans mon livre : s'il vous plaît, décélérez ! Les gouvernants doivent aussi faire face au déclinisme : les gens ont l'impression que cela va moins bien qu'avant. Les chiffres disent pourtant le contraire : le pouvoir d'achat moyen est plus élevé qu'il y a 20 ans.

Quelles sont les réalisations dont vous êtes le plus fier ?

Au niveau belge, j'ai modifié la gestion de la dette et de la trésorerie. Avant, l'Etat était à la merci d'un "cartel des banques" qui fixait le taux d'intérêt auquel l'Etat empruntait. J'ai instauré une concurrence en lançant des appels d'offres ouverts aussi aux banques étrangères. Le coût de la dette a sensiblement diminué. Au plan européen, je citerai la contribution que j'ai apportée à la négociation du traité de Maastricht. Même si le résultat est imparfait, je pense qu'à quelques-uns – Jacques Delors, Jean-Claude Juncker, Pierre Bérégovoy – nous avons fait œuvre utile. Plus tard, comme président de la Banque européenne d'investissement (BEI), j'ai fait en sorte que cette banque soit vraiment au service des politiques européennes. C'est un très bel instrument financier, très solide, mais qui était un peu enfermé dans sa tour d'ivoire. Nous avons construit des collaborations qui ont abouti à ce qu'il y ait une gestion commune de fonds qui mêlaient des budgets européens et des prêts de la BEI, notamment pour la recherche.

Vous citez deux réformes que vous regrettez ne pas avoir fait aboutir: la vignette autoroutière et l'égalité entre les pensions du secteur public et privé...

J'avais demandé à Robert Maldague, commissaire au Plan, et Grégoire Brouhns, mon chef de cabinet, de me proposer des économies politiquement possibles et socialement acceptables. Elles ont pratiquement toutes été acceptées. Sauf quelques-unes. La vente de la Sabena : à l'époque on pouvait pourtant la vendre à un très bon prix. Mais le Palais s'y est opposé. En matière de pension, j'avais proposé que les nouveaux venus dans la fonction publique bénéficient du système en vigueur dans le secteur privé : calculé sur l'ensemble de la carrière et non sur les cinq dernières années. Guy Spitaels s'y est opposé sous prétexte que la mesure ne donnerait des résultats, au mieux, que dans trente ans. C'est maintenant... C'est aussi Guy Spitaels qui s'est opposé à la vignette autoroutière, qu'il jugeait antieuropéenne. J'avais aussi proposé de taxer les revenus locatifs réels nets, après déduction des charges prouvées par factures. Cela avait l'avantage de ne plus taxer la maison d'habitation mais de taxer davantage les multipropriétaires qui touchent des loyers parfois très élevés et payent très peu d'impôts. C'est au sein du PSC-CVP que l'on s'y est opposé.

Vous érigez en monument national le compromis à la belge qui a servi dans notre pays mais aussi au niveau européen. Mais, en son nom, n'a-t-on pas enfanté une indescriptible complexité institutionnelle qui, peut-être, éloigne les Belges de la politique parce qu'ils n'y comprennent plus rien ?

Vous avez raison. Les compromis trop complexes sont difficilement compréhensibles pour les citoyens. En outre, ils entraînent des lourdeurs, des lenteurs dans la décision. La délimitation des compétences laisse la place à des chevauchements. Mais pouvait-on trouver des solutions à des crises politiques sans passer par des compromis aussi compliqués ? J'en doute. Il faudrait simplifier en supprimant certaines couches de la lasagne institutionnelle.

Autre handicap : il n'y a pas, en Belgique, de hiérarchie des normes...

Depuis le début, c'est une faiblesse de notre système. La hiérarchie des normes, cela ne signifie pas que l'Etat fédéral peut aller à l'encontre de toute décision d'une région. Cela veut dire que quand il s'agit de compétences partagées, c'est la norme fédérale qui l'emporte en cas de conflit. Cela existe dans la plupart des Etats fédéraux. La Cour constitutionnelle est là pour empêcher les abus.

(Lire la suite aux pages suivantes)

Vous proposez de dilater la démocratie : vers le haut et vers le bas... Pouvez-vous expliquer ?

Vers le haut, c'est-à-dire vers l'Europe. Il y a quelques domaines clés où il faut donner davantage de compétences au niveau européen tout en renforçant le contrôle démocratique des institutions. Le moment est venu de mettre en place une défense commune européenne. Ensuite, je pense à certains aspects de la fiscalité, en particulier l'harmonisation de la base imposable à l'impôt des sociétés. Dans le domaine du commerce international, il faudrait exiger le respect d'un socle minimum de normes sociales et environnementales. J'ajoute la lutte contre le terrorisme : la coordination de la lutte serait mieux assurée si nous avions l'équivalent d'un FBI européen.

L'Europe ne doit-elle pas délaisser certaines compétences ?

Oui, je le pense. Il faudrait ramener d'autres questions vers le niveau national ou régional. L'Union européenne s'occupe de trop de choses : la courbure des

concombres est l'exemple caricatural.

Est-ce grâce à Donald Trump si l'Europe se ressaisit ? Ou à Emmanuel Macron ?

Il y a un momentum et j'espère qu'on va l'exploiter à fond après les élections allemandes. Le Président français a clairement fait campagne pour l'Europe : il fallait oser. En Allemagne, les deux candidats chanceliers affichent des positions proeuropéennes. Il faut en profiter pour renforcer la zone euro, plus rapidement que ce que propose la Commission. Il ne faut pas exclure que dans certains domaines, on progresse avec un nombre restreint de pays. La défense, par exemple.

Vous proposez aussi de "dilater la démocratie" vers le bas, c'est-à-dire vers les citoyens...

C'est une nécessité. Les réseaux sociaux ont l'inconvénient de pousser à l'immédiateté. D'un autre côté, ils sont un formidable outil pour permettre un dialogue avec les citoyens. Ceux-ci sont appelés à voter tous les 4 ou 5 ans. Entre-temps, ils reçoivent un flot continu d'informations. Ils ont parfois envie de réagir et ont l'impression que l'on ne tient pas compte de leur avis. Je reste partisan de la démocratie représentative. Mais il faut développer des méthodes qui permettent aux citoyens d'exprimer leurs opinions, de se faire entendre, d'amener les représentants à mieux percevoir les attentes et à mieux tenir compte d'un certain nombre d'éléments venant directement du terrain. Le Parlement wallon a pris des initiatives dans ce sens. Je les soutiens. Des panels de citoyens tirés au sort peuvent réfléchir ensemble sur des questions régionales. Quand il y a un projet de décret wallon, les citoyens peuvent réagir en ligne directement et être entendus par la commission compétente. Quant aux consultations populaires, j'y suis favorable au niveau local mais plus réservé au niveau national. Car, comme on l'a vu avec le Brexit, le référendum devient le joujou de populistes qui entraînent une majorité de citoyens à voter sur la base de slogans simplistes et mensongers.

Jusqu'où faut-il aller dans la moralisation de la vie politique ?

Si le monde politique veut retrouver une crédibilité et tuer l'idée des "tous pourris" qui fait le jeu des "dégagistes", il faut aller au bout des réformes.

"Il faut donner plus de compétences à l'Europe et de pouvoir aux citoyens"

"A gauche, on n'a pas vu monter les frustrations dans la population"

Vous citez, dans votre livre, cette jolie phrase d'Apollinaire : "Il est grand temps de rallumer les étoiles."

Quelle signification lui donnez-vous ?

Cela signifie qu'il faut redonner de l'espoir aux gens. Les populistes jouent sur la nostalgie du passé, sur le fait que "c'était mieux avant". Pour contrer cela, il faut donner une vision d'espoir et montrer que la lumière est devant. C'est ce qu'a fait Emmanuel Macron, même si j'ai des réserves sur certains points de son programme. Mais il tient un discours optimiste.

Il faudrait un Macron en Belgique ?

On a besoin d'une alternative politique mais elle ne s'incarne pas nécessairement dans un homme. Face à la montée des extrêmes, la social-démocratie doit se remettre sérieusement en question. Nous avons été un peu aveugles par rapport aux conséquences de certaines évolutions. Le monde change : la globalisation, la révolution numérique, le déclin de l'emploi industriel, l'affaiblissement relatif des classes moyennes, la croissance des inégalités. Les partis traditionnels de centre gauche ont sous-estimé l'impact de ces évolutions. Ils n'ont pas vu combien les frustrations montaient dans la population. Le moment est venu de renouveler la pensée politique.

Concrètement... ?

On a besoin d'une social-démocratie qui décide, très clairement, d'affronter certains problèmes. Il faut être plus ferme dans la lutte contre le terrorisme et pour la sécurité. Il faut accepter de prendre des mesures non traditionnelles pour une meilleure sécurité, tout en préservant les libertés. Il faut être plus ferme dans la volonté de réduire les inégalités et dans les positions qu'on défend sur le plan international : on peut être pour le libre-échange mais exiger aussi le respect d'un socle minimum de normes sociales et environnementales. Il faut une alternative politique qui répond plus directement aux inquiétudes des citoyens. Sinon, ils se tournent vers les extrêmes.

De quoi rêvez-vous, en fait ?

Je ne m'inscris pas dans les soubresauts du court terme. Je continue à rêver d'une grande force sociale-démocrate qui regrouperait la partie moderne et non corrompue du PS, la partie progressiste du CDH et de Défi et la partie raisonnable d'Ecolo.

Cela peut prendre la forme d'une sorte de programme commun, même si chacun reste provisoirement dans son parti. Sur quelques questions essentielles (la lutte contre les inégalités, une formation plus poussée pour le plus grand nombre, l'accès au logement et aux soins de santé, le financement de la protection sociale, la transition énergétique, une conception plus équilibrée du libre-échange), un programme commun devrait être possible entre ces groupes de personnes.

Emmanuel Macron a rassemblé des forces ET de gauche ET de droite.

Même si le clivage gauche-droite n'est pas le seul à structurer la vie politique, il conserve néanmoins une signification. Vous verrez qu'il ne tardera pas à réapparaître au sein de La République en marche. La droite est conservatrice et défend les bien nantis; la gauche est pour le changement vers plus de justice sociale. Je rêve donc d'une force sociale-démocrate qui reste de gauche mais qui abandonne les pratiques du passé, qui encourage l'entrepreneuriat et l'innovation, qui propose une vision d'avenir.

Quelles sont les personnalités qui vous ont marqué au cours de votre carrière ?

En politique belge, c'est Jean-Luc Dehaene. Il connaissait souvent le dossier mieux que le ministre qui le présentait. Il était très actif dans la recherche d'un consensus. Au niveau européen, je citerai Jacques

Delors. Il combinait, fait rare, une très grande compétence technique avec une vision à long terme.

Il y a eu parfois des tensions entre vous et Melchior Wathelet ou Gérard Deprez ? Les revoyez-vous ?

Les tensions n'ont jamais été gravissimes. Melchior et Gérard sont venus récemment à la maison. Ils font partie des personnes qui m'encouragent face à la maladie. A la fin de mon livre, j'en cite trois autres parce que je trouve amusant – et révélateur – qu'il s'agisse de trois femmes qui ont été présidentes de parti mais de partis différents : Joëlle Milquet, Isabelle Durant et Antoinette Spaak.

“Après la mort, il n’y a rien. C’est cela qui me rend serein”

Comment vous êtes-vous ressourcé tout au long de cette carrière ?

En prenant du temps pour continuer à lire. Et je peux le dire aujourd’hui : c’est grâce à Paul Vanden Boeynants ! J’ai été nommé au milieu d’une législature, secrétaire d’Etat à la Région wallonne. J’avais été surpris quand VDB m’a appelé. Je me suis lancé à corps perdu dans cette fonction. Mes compétences étaient énormes : l’économie régionale, l’aménagement du territoire, la chasse, la pêche... Beaucoup d’entreprises étaient en difficulté et l’on croyait que l’Etat pouvait intervenir partout. Je dormais très peu, je prenais à cœur les drames des familles. Une crise gouvernementale a suivi ; VDB ne m’a pas repris dans le nouveau gouvernement. Je me suis rendu compte que, pendant un an, je n’avais plus lu un livre, ni assisté à une pièce de théâtre ou à un concert. Je me suis dit : plus jamais ! Si je redeviens ministre, je m’imposerai de garder du temps pour lire et me ressourcer. Ce que j’ai fait.

Quel est le sens de la vie ?

J’ai longtemps refoulé cette question. Mais à un moment donné, on n’y échappe pas. Dans ses méditations, Descartes dit qu’il a vécu très longtemps en tenant pour vrai ce qui se confond avec son éducation. Mais, dit-il, arrive un moment où l’on remet en question ce qui paraissait une évidence. Cela m’est arrivé. J’ai été confronté à la question de l’acte de foi. Quand la question du sens surgit, ce n’est pas la raison qui donne la réponse. Les progrès de la science ont permis de répondre à certaines questions. Mais la science ne permet pas de dire si Dieu existe ou non.

Votre réponse ?

Dans leur beau livre “L’urgence humaniste”, Eric de Beukelaer et Baudouin Decharneux distinguent trois attitudes fondamentales. Le croyant croit à un sens ultime de la réalité. L’athée croit au non-sens ultime de la réalité. L’agnostique suspend son acte de foi. Je suis devenu agnostique. Ce qui ne veut pas dire que je ne crois en rien.

Donc vous croyez en...

En un certain nombre de valeurs morales inspirées de la tradition chrétienne et des Lumières. Je reconnais l’immense apport de la religion chrétienne et le rôle pacificateur qu’elle peut jouer aujourd’hui. Je suis fasciné par une personnalité comme le pape François. Mais je ne peux plus dire qu’il y a un Etre suprême, fondateur. Cela dit, entre ces trois attitudes fondamentales, croyant, athée, agnostique, la ligne de démarcation n’est pas étanche. Il y a plus d’un athée qui est en quête de sens. Il y a plus d’un croyant qui doute quand il voit le non-sens de certaines souffrances. Et l’agnostique peut avoir des actes de foi partiels. Finalement, je crois que chacun fait comme il peut. Chacun cherche son cap, essaie d’ajuster ses voiles.

Vous dites, dans votre livre, que la maladie progresse inexorablement. Où en êtes-vous dans votre combat ?

J’en ai parlé parce que je ne puis plus le cacher. Je suis atteint d’une maladie respiratoire rare. Les médecins ont été clairs : il n’y a aucun espoir de guérison, il n’y a aucun traitement efficace dans mon cas. Mais je suis déjà au-delà de ce qu’on m’avait prédit comme temps de vie. Pour moi, chaque jour est du bonus.

Comment vivez-vous ce temps ?

La première chose que j’ai découverte est que je ne suis pas le seul. D’autres souffrent bien plus que moi. On ne se sent pas isolé. On se retrouve dans une humanité partagée. Ensuite, il faut mobiliser toutes ses ressources pour éviter d’ajouter de l’exaspération, de la révolte qui ne feraient qu’aggraver le mal. Il faut affronter la maladie avec sérénité. Le meilleur moyen, c’est de s’ouvrir davantage aux autres. Je suis très reconnaissant à quelques amis avec qui je parle longuement. Dans “La pesanteur et la grâce”, Simone Weil décrit les rouages

de la souffrance. Elle explique que, parfois, la souffrance la rendait méchante, elle renvoyait vers les autres une peine qu'elle ne pouvait plus assumer. Et elle explique avec lucidité que le moyen de déjouer ce piège, c'est d'ouvrir davantage son esprit et son cœur aux autres.

Vous continuez à écrire...

J'ai cette chance. La maladie m'a obligé à réduire fortement mes activités extérieures. Je n'ai conservé que la présidence de l'Ares, l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur. Cela me laisse le temps de lire, d'écrire, de méditer. Mon médecin, un ami, me conseille de bouger pour freiner la progression de la maladie. Je marche très lentement puisque je suis tout de suite à court de souffle. J'ai découvert ce que le

zen appelle le kinhin: c'est une marche méditative qui consiste à se concentrer sur chaque pas. Chaque pas compte. Ainsi, je bannis la hâte mais aussi la paresse. Et cela, dans la marche et dans la réflexion.

Qu'y a-t-il après la mort ?

Rien. Et c'est cela qui me rend serein. Je n'ai pas peur de ce qui peut advenir après. Cela me rassure. *"Tu es poussière et tu retourneras en poussière"* Entre les deux, j'ai eu la chance d'avoir une vie bien remplie, de connaître des moments exceptionnels, de découvrir la beauté du monde et, je l'espère, d'avoir été un peu utile.

Quelle trace laisserez-vous ?

Cela ne me préoccupe pas.